

La France doit répondre à la violence de l'occupation

15 octobre 2015



Communiqué de l'AFPS, mardi 13 octobre 2015

Depuis dix jours les médias mettent l'accent sur le « nouveau cycle de violences » en Palestine et Israël. Le bilan est lourd en effet : 4 morts et une dizaine de blessés israéliens, 25 morts, un millier de blessés palestiniens et 560 arrestations... Ces seuls chiffres devraient amener à s'interroger sur ce qui se joue concrètement sur le terrain. Sur ce que signifie par exemple le tir à balles réelles contre des jeunes de Gaza lançant des pierres contre la barrière frontière avec comme bilan 7 morts et des dizaines de blessés.

On attendait de la France une position à la hauteur d'une situation qui a comme origine le désespoir de toute une jeunesse. Désespoir et révolte devant les conditions toujours plus dures de l'occupation, devant le blocus de Gaza, devant les provocations contre la mosquée Al Aqsa, devant le refus revendiqué par Benyamin Netanyahou de toute solution politique fondée sur le droit international et les résolutions de

l'ONU. On a eu droit à une déclaration de l'Elysée qualifiant la situation « d'extrêmement préoccupante et dangereuse » et affirmant la nécessité de tout mettre en œuvre « pour apaiser la situation et mettre fin à ce cycle qui a déjà fait de trop nombreuses victimes ».

Inconsistance dramatique qui refuse de nommer les choses et se garde bien d'établir les responsabilités. Comment évoquer la nécessité d'un « nouvel horizon politique » pour lequel la France dit travailler depuis des mois, en renonçant d'avance à peser sur la situation qu'on prétend dénoncer ? Comme le dit Marwan Barghouti dans sa tribune au Guardian, « les actions et crimes israéliens (...) menacent de transformer un conflit politique qui peut être résolu en un conflit religieux éternel qui ne fera que déstabiliser plus avant une région qui fait déjà l'expérience de bouleversements sans précédents ».

Il faut entraver la course folle d'un Netanyahu qui ne connaît que la force.

Il faut pour cela prendre des sanctions effectives et immédiates contre Israël, annoncer la fin de toute coopération militaro policière et de tout commerce des armes avec un Etat qui les teste quotidiennement sur la population palestinienne, agir pour la suspension de l'accord UE-Israël.

C'est maintenant qu'il faut reconnaître l'Etat de Palestine !

Ces exigences sont aujourd'hui partagées, nous l'avons vu le 10 octobre, par des secteurs toujours plus nombreux de notre société. Par toutes celles et ceux qui disent qu'il faut arrêter tant qu'il est temps la course à l'abîme où nous entraînent aujourd'hui les dirigeants israéliens.

Le Bureau national

- Emplacement : [Vous êtes ici : Accueil > Qui sommes-nous ? > Les membres >](#)
- Adresse de cet article : <https://plateforme-palestine.org/La-France-doit-repondre-a-la-violence-de-l-occupation>